

La supercherie de la reconstruction de la France par les immigrés

20 septembre 2012 par Sororité Aryenne

par Brigid Trismegiste

Sans mésestimer l'apport de la main-d'œuvre coloniale à l'entreprise de reconstruction de la France après la Seconde Guerre mondiale, affirmer qu'elle a joué un rôle prépondérant à cette occasion est aisément démenti par les chiffres.

Si au lendemain de cette guerre l'immigration à fins professionnelles est indéniable, qu'elle soit exclusivement – et même principalement ! – coloniale ne l'est pas du tout ! En 1946, elle compte 26% d'Italiens, 24% de Polonais, 17% d'Espagnols, 9% de Belges, 3% d'Algériens et 1% de Portugais ; en 1954, 29% d'Italiens, 16% d'Espagnols, 15% de Polonais, 12% d'Algériens 6% de Belges et toujours 1% de Portugais! ¹

Les historiens de l'économie française s'accordant pour estimer que c'est en 1950-51 que la France a fini par se relever des destructions de guerre, il est plaisant de relever le nombre de coloniaux en France en 1951 : 150.000 Algériens et une dizaine de milliers de Marocains et de Tunisiens, soit moins de 1% de la population active totale ; ce n'est certainement pas une si faible proportion qui a « reconstruit la France » comme on se plaît à nous le servir – d'autant mieux qu'en 1953, 115 000 des 220 000 Algériens présents en France sont au chômage alors que les statistiques officielles² enregistrent 179 000 demandes d'emploi non satisfaites.

Un autre larmoient typiquement sémité consiste à affirmer que les coloniaux occupaient dans l'industrie les tâches les plus rebutantes, dangereuses et moins bien rémunérées, en un mot ce que les Français ne voulaient plus faire. Or si les premières affirmations sont vraies, la dernière ne l'est pas : cette situation était tout simplement due au fait qu'en 1952, 71% des Nord-Africains travaillant en métropole étaient des manœuvres, 24% O.S. et seulement 5% ouvriers qualifiés! De surcroît, ils ne constituaient qu'environ 1/5 de cet humble

prolétariat, le reste étant composé d'abord de Français, ensuite d'Italiens, de Belges, d'Espagnols, de Polonais... au début de 1950 par exemple, Renault-Billancourt, premier employeur d'Algériens, occupe 19 000 manœuvres dont seulement 3 200 sont Nord-Africains, soit moins de 17%... les 4/5 des plus modestes ouvriers d'alors ne viennent donc pas d'Afrique mais des régions de France et des pays d'Europe ; voit-on pour autant les descendants, réels ou supposés, de ces Italiens, Belges, Espagnols, Polonais et Portugais entretenir, sur le mode de la « repentance », l'existence d'une créance morale de la société française et de l'Etat français en leur faveur ?

Tout aussi récurrente, la baliverne comme quoi la France à partir des années soixante était demandeuse de main-d'œuvre immigrée ne résiste pas à un bref examen historique : après l'indépendance de l'Algérie, les dirigeants du FLN s'inscrivent dans la continuité politique de l'administration coloniale qu'ils viennent de mettre bas en n'admettant pas que les frontières françaises se ferment à leurs compatriotes, déchus de ce fait de la nationalité française et relevant désormais du régime commun aux travailleurs étrangers. En effet, lorsque le 10 Avril 1964 Paris décidera de limiter à 12.000 le nombre de travailleurs algériens autorisés annuellement, Alger se démènera et implorera jusqu'à rétablissement de l'exception algérienne ; et lors des discussions bilatérales de Mars-Avril 1966, Abdelaziz Bouteflika, alors ministre algérien des Affaires Etrangères, réclamera l'entrée en France d'un contingent annuel de 50.000 ouvriers... de 1967 à 1975³ : c'est que quatre ans après l'indépendance tant vantée, il y avait trois millions et demi de chômeurs en Algérie ! **Ce sont donc bien des Algériens qui furent quémandeurs d'emplois et non la France solliciteuse de bras !**

Car exception algérienne il y avait : ceux qu'on appela alors les Français musulmans d'Algérie étaient citoyens de plein droit depuis l'ordonnance du 7 Mars 1944 ; et les premiers foyers se nommaient SONACOTRAL (Société Nationale de Construction de Logements Pour les Travailleurs **Algériens** en Métropole). On peut donc dire que la principale contribution de cette « reconstruction de la France par les immigrés » consiste en ces barres HLM qui défigurent nos banlieues et dans lesquelles leurs descendants grouillent, prolifèrent, trafiquent et coranisent à qui mieux-mieux.

¹ J.Dupâquier, Histoire de la Population Française de 1914 à nos jours, PUF 1995, p.463

² Vincent Viet, La France immigrée. Construction d'une politique 1914-1997, Fayard, p.181

³ Charles-Robert Ageron, De Gaulle en son siècle, communication reproduite dans *Vers la paix en Algérie*, ouvrage collectif sous la direction de Maurice Vaisse, Bruylant, 2003, p.498

